

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	30/04/2015	2015-6908
ENREGISTREMENT	19/05/2015	126901/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 117  
-----

Séance du lundi 27 avril 2015  
-----

Convention collective de travail déterminant l'âge à partir duquel un régime de complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou reconnue comme étant en restructuration

-----

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 117 DU 27 AVRIL 2015 DÉTERMINANT L'ÂGE À PARTIR DUQUEL UN RÉGIME DE COMPLÉMENT D'ENTREPRISE PEUT ÊTRE OCTROYÉ À CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGÉS LICENCIÉS DANS UNE ENTREPRISE RECONNUE COMME ÉTANT EN DIFFICULTÉ OU RECONNUE COMME ÉTANT EN RESTRUCTURATION**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 décembre 2014 ;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, enregistrée le 31 décembre 1974 sous le numéro 3107/CO/CNT, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, enregistrée le 31 mars 1976 sous le numéro 3769/CO/CNT, n° 17 nonies du 7 juin 1983, enregistrée le 10 juin 1983 sous le numéro 9411/CO/CNT, n° 17 duodeviciés du 26 juillet 1994, enregistrée le 9 août 1994 sous le numéro 36053/CO/300, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, enregistrée le 22 décembre 1997 sous le numéro 46641/CO/300, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, enregistrée le 11 janvier 2002 sous le numéro 60497/CO/300, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003, enregistrée le 31 octobre 2003 sous le numéro 68226/CO/300 et n° 17 tricies du 19 décembre 2006, enregistrée le 12 janvier 2007 sous le numéro 81532/CO/300, n° 17 tricies sexies du 27 avril 2015 ;

Vu l'accord conclu au sein du Groupe des 10, le 17 décembre 2014 ;

Considérant qu'il y a lieu de donner exécution à l'article 18, §7, alinéa 8 du chapitre VII de l'arrêté royal du 3 mai 2007, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 décembre 2014 ;

Considérant que cette disposition prévoit un droit à un régime de complément d'entreprise aux travailleurs âgés licenciés dans le cadre d'entreprises reconnues comme étant en difficulté ou en restructuration par le ministre de l'Emploi à un âge inférieur à l'âge de 60 ans et à condition que cette limite d'âge inférieure soit fixée, pour la période 2015-2016, dans une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par arrêté royal ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 27 avril 2015, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

## **CHAPITRE 1er – PORTÉE DE LA CONVENTION**

### **Article 1er**

La présente convention collective de travail est conclue en application de l'article 18, §7, alinéa 8 du chapitre VII de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

Elle a pour objet de fixer l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs âgés licenciés dans le cadre d'entreprises reconnues comme étant en difficulté ou reconnues comme étant en restructuration par le ministre de l'Emploi, suivant les modalités développées ci-après.

### Commentaire

La présente convention collective de travail fait usage de la faculté qui lui est accordée par l'article 18, §7, alinéa 8 du chapitre VII de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise d'abaisser les limites d'âge fixées à cet article, et ce, pour l'année 2016. La présente convention collective de travail est cependant valable pour deux ans, et ce, dès le 1er janvier 2015 afin de répondre à la condition fixée dans ce dispositif que pour appliquer une limite d'âge inférieure que celle fixée à l'article 18, § 7 alinéas 2 et 3, la convention collective conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par arrêté royal est en vigueur pour la période 2015-2016.

Selon l'article 18, §7, alinéa 8 du chapitre VII de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, la présente convention peut être adaptée après 2016 selon les mêmes modalités à condition de relever progressivement l'âge minimum pour atteindre l'âge de 60 ans en 2020.

## **CHAPITRE II – CHAMP D'APPLICATION**

### **Article 2**

La présente convention s'applique aux travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail ainsi qu'aux employeurs qui les occupent.

**CHAPITRE III – CADRE INTERPROFESSIONNEL DÉTERMINANT L'ÂGE APPLICABLE AUX TRAVAILLEURS LICENCIÉS DANS LE CADRE D'ENTREPRISES RECONNUES COMME ÉTANT EN DIFFICULTÉ ET EN RESTRUCTURATION**

**Article 3**

En exécution de l'article 18, §7, alinéa 8 du chapitre VII de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé dans le cadre d'entreprises reconnues comme étant en difficulté ou reconnues comme étant en restructuration par le ministre de l'Emploi, au cours de la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016, est fixé à 55 ans.

Commentaire

Conformément à l'article 18, §7, alinéa 8 du chapitre VII de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, la présente disposition est valable pour une durée de deux ans, soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016.

**Article 4**

Pour que l'article 3 produise ses effets, les entreprises reconnues comme étant en difficulté ou reconnues comme étant en restructuration qui sollicitent un abaissement de l'âge d'accès au régime de chômage avec complément d'entreprise tel qu'il est fixé à l'article 3 de la présente convention, doivent conclure une convention collective de travail ou un accord collectif accordant un complément d'entreprise en application de la présente convention collective de travail.

Cette convention collective de travail d'entreprise ou cet accord collectif doit contenir une disposition qui mentionne explicitement que cette convention collective de travail d'entreprise ou cet accord collectif est conclu en application de la présente convention collective de travail.

**CHAPITRE IV – ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION**

Article 5

La présente convention est conclue pour une durée déterminée. Elle produit ses effets le 1er janvier 2015 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2016.

Fait à Bruxelles, le vingt-sept avril deux mille quinze.

x

x

x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

-----

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	30/04/2015	2015-6908
REGISTRATIE	19/05/2015	126901/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 117

---

Zitting van maandag 27 april 2015

---

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 117 tot vaststelling van de leeftijd vanaf welke een stelsel van bedrijfstoelage kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers die worden ontslagen in een onderneming die is erkend als onderneming in moeilijkheden of als onderneming in herstructurering

X X X

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 117 VAN 27 APRIL 2015 TOT VASTSTELLING VAN DE LEEFTIJD VANAF WELKE EEN STELSEL VAN BEDRIJFSTOESLAG KAN WORDEN TOEGEKEND AAN SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN IN EEN ONDERNEMING DIE IS ERKEND ALS ONDERNEMING IN MOEILIKHEDEN OF ALS ONDERNEMING IN HERSTRUCTURERING**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, geregistreerd op 31 december 1974 onder het nummer 3107/CO/CNT, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, geregistreerd op 31 maart 1976 onder het nummer 3769/CO/CNT, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, geregistreerd op 10 juni 1983 onder het nummer 9411/CO/CNT, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, geregistreerd op 9 augustus 1994 onder het nummer 36053/CO/300, nr. 17 vicies van 17 december 1997, geregistreerd op 22 december 1997 onder het nummer 46641/CO/300, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, geregistreerd op 11 januari 2002 onder het nummer 60497/CO/300, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003, geregistreerd op 31 oktober 2003 onder het nummer 68226/CO/300, nr. 17 tricies van 19 december 2006, geregistreerd op 12 januari 2007 onder het nummer 81532/CO/300 en nr. 17 tricies sexies van 27 april 2015;

Gelet op het akkoord dat op 17 december 2014 in de groep van Tien is gesloten;

Overwegende dat uitvoering moet worden gegeven aan artikel 18, § 7, achtste lid van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 3 mei 2007, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014;

Overwegende dat die bepaling voorziet in het recht op een stelsel van bedrijfstoelage voor oudere werknemers die op een lagere leeftijd dan de leeftijd van 60 jaar worden ontslagen in het kader van ondernemingen die door de minister van Werk zijn erkend als onderneming in moeilijkheden of als onderneming in herstructurering, en mits die lagere leeftijdsgrens voor de periode 2015-2016 is vastgesteld in een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard;



Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 27 april 2015 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

## **HOOFDSTUK I – DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST**

### Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten om uitvoering te geven aan artikel 18, § 7, achtste lid van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage.

Zij heeft tot doel de leeftijd te bepalen vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan oudere werknemers die worden ontslagen in het kader van ondernemingen die door de minister van Werk zijn erkend als onderneming in moeilijkheden of als onderneming in herstructurering, volgens de hieronder aangegeven regels.

### Commentaar

Deze collectieve arbeidsovereenkomst maakt gebruik van de mogelijkheid die wordt geboden door artikel 18, § 7, achtste lid van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage om de in dat artikel vastgestelde leeftijdsgrenzen te verlagen, en dit voor het jaar 2016. Deze collectieve arbeidsovereenkomst geldt echter voor twee jaar, en dit vanaf 1 januari 2015, om te voldoen aan de in die bepaling gestelde voorwaarde dat voor een toepassing van een lagere leeftijdsgrens dan die welke in artikel 18, § 7, tweede en derde lid is bepaald, de in de Nationale Arbeidsraad gesloten en bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst van kracht is voor de periode 2015-2016.

Volgens artikel 18, § 7, achtste lid van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan deze overeenkomst na 2016 onder dezelfde modaliteiten worden aangepast, mits de minimumleeftijd geleidelijk wordt verhoogd teneinde de leeftijd van 60 jaar te bereiken in 2020.

## **HOOFDSTUK II – TOEPASSINGSGBIED**

### Artikel 2

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers die zijn tewerkgesteld op grond van een arbeidsovereenkomst en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

**HOOFDSTUK III – INTERPROFESSIONEEL KADER TOT VASTSTELLING VAN DE LEEFTIJD DIE GELDT VOOR DE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN IN HET KADER VAN ONDERNEMINGEN DIE ZIJN ERKEND ALS ONDERNEMING IN MOEILIKHEDEN OF ALS ONDERNEMING IN HERSTRUCTURERING**

Artikel 3

Ter uitvoering van artikel 18, § 7, achtste lid van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage wordt de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend in het kader van ondernemingen die door de minister van Werk zijn erkend als onderneming in moeilijkheden of als onderneming in herstructurering, tijdens de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016, vastgesteld op 55 jaar.

Commentaar

Ingevolge artikel 18, § 7, achtste lid van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage geldt deze bepaling voor twee jaar, namelijk van 1 januari 2015 tot 31 december 2016.

Artikel 4

Om artikel 3 uitwerking te laten hebben, moeten de ondernemingen die zijn erkend als onderneming in moeilijkheden of als onderneming in herstructurering en die een verlaging vragen van de leeftijd voor toegang tot het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, zoals die leeftijd in artikel 3 van deze overeenkomst is bepaald, een collectieve arbeidsovereenkomst of een collectief akkoord sluiten tot toekenning van een bedrijfstoelage met toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

In die collectieve arbeidsovereenkomst op ondernemingsniveau of in dat collectief akkoord moet een bepaling worden opgenomen die uitdrukkelijk vermeldt dat die collectieve arbeidsovereenkomst op ondernemingsniveau of dat collectief akkoord is gesloten met toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

#### **HOOFDSTUK IV – INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST**

##### Artikel 5

Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015 en treedt buiten werking op 31 december 2016.

Gedaan te Brussel, op zeventwintig april tweeduizend vijftien.

x            x            x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

-----